



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 09/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS**

26 rue de Molsheim  
67280 Urmatt

Références : 0006700690\_2025\_04\_23\_EuroTF\_VISuiEch  
Code AIOT : 0006700690

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre du suivi des échéances des inspections du 20 décembre 2022 et du 20 février 2024 ayant abouties à des arrêtés de mises en demeure (respectivement du 15 mai 2023 et 26 avril 2024) et à un arrêté de consignation de somme (26 avril 2024).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster

- Code AIOT : 0006700690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est une société spécialisée dans l'ennoblissement textile.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Rétentions - stockages de capacité inférieure à 250 litres	AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 2	Levée de mise en demeure, Levée de consignation
2	Contrôle de recalage	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 4	Levée de mise en demeure, Levée de consignation
3	Rétentions - IBC	AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 2	Levée de mise en demeure
5	Compatibilité milieu	AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 3	Levée de mise en demeure
6	Valeurs limites	AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 4	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/03/2016, article 1.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à toutes les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023 (plan des réseaux et contrôle de recalage), la somme consignée par arrêté du 26 avril 2024 peut être ainsi déconsignée.

L'exploitant s'est conformé aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 26 avril 2024 en ce qui concerne les rétentions des cuves de type IBC et la transmission du rapport d'analyse de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur.

L'exploitant n'est pas conforme en ce qui concerne la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 26 avril 2024 relatif aux valeurs limites d'émissions. Étant donné les actions engagées (porter à

connaissance), il n'est pas envisagé de suites administratives à ce stade.

Enfin, l'exploitant devra apporter des éléments complémentaires en ce qui concerne la rétention des petits contenants (entre 20 et 150 litres).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des reseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 2/2/98 sus-visé : <i>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</i> [...] <i>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</i> <i>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</i> <i>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</i> [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2022, il a été constaté que le plan des réseaux d'alimentation et de collecte présenté par l'exploitant, prescrit par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ne contenait pas tous les éléments nécessaires. L'exploitant a été mis en demeure de respecter cet article en date du 15 mai 2023. Lors de la visite d'inspection du 20 février 2024 de suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, il a été constaté que les plans des réseaux présentés étaient limités au bâtiment de production et n'indiquaient pas : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réseaux de collecte vers la station d'épuration qui est comprise dans le périmètre ICPE,</li><li>- la station d'épuration interne située à l'ancien site du Hammer,</li><li>- le point de rejet de la station vers le canal du Hammer,</li><li>- le point de rejet du canal du Hammer vers la Fecht.</li></ul> Un arrêté préfectoral de consignation a été émis le 26 avril 2024 à l'issue de cette visite pour ce point et les éléments du point de contrôle n°2. L'exploitant a transmis le 17 mars 2025 le plan des réseaux réalisé le 25 octobre 2024 et mise à jour le 22 janvier 2025.  Il est constaté que le plan des réseaux transmis fait apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réseaux de collecte vers la station d'épuration qui est comprise dans le périmètre ICPE,</li><li>- la station d'épuration interne située à l'ancien site du Hammer,</li><li>- le point de rejet de la station vers le canal du Hammer,</li><li>- le point de rejet du canal du Hammer vers la Fecht.</li></ul> La prescription est désormais conforme et la somme consignée peut être déconsignée (en parallèle du point de constat n°2).

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Levée de consignation

## N° 2 : Contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 sus-visé : "(..) S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe.</p> <p>Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2022, il a été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter un contrôle de recalage tel que prescrit par l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'exploitant a été mis en demeure de respecter cet article en date du 15 mai 2023.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 20 février 2024 de suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, il a été constaté qu'un contrôle externe avait été réalisé mais la période d'échantillonnage mise en œuvre dans le contrôle externe ne correspondait pas à la période d'échantillonnage de l'exploitant. En conséquence, aucun contrôle de recalage valable n'avait pu être présenté. Un arrêté préfectoral de consignation a été émis le 26 avril 2024 à l'issue de cette visite pour ce point et les éléments du point de contrôle n°1.</p> <p>Un contrôle de recalage a été effectué les 19 et 20 février 2025 (rapport en date du 19 mars 2025), par une société accréditée en Allemagne pour le prélèvement (par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation) et agréée en France pour l'analyse des paramètres du contrôle de recalage sur matrice eaux résiduelles. La période d'échantillonnage a été calée sur celle de l'exploitant.</p> <p>L'organisme indique dans sa conclusion de rapport qu'il préconise un étalonnage du capteur de hauteur d'eau ainsi que de l'électrode de mesure du pH.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs comparé les valeurs relevés par l'organisme à ses valeurs dans le cadre de son autosurveillance pour les paramètres MES, DCO et DBO5. Les valeurs diffèrent de 10 à 15%.</p>

L'exploitant indique que pour le paramètre MES, les écarts sont de l'ordre de la tolérance (incertitude) de mesure de son appareil.
Il est constaté que l'exploitant a réalisé un contrôle de recalage tel que demandé par la prescription susvisée.
La somme consignée peut être déconsignée (en parallèle du point de constat n°1).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit encore justifier qu'il a mis en place des mesures correctives pour remédier aux écarts constatés entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé pour les paramètres DCO et DBO5 et indiquer s'il a pris en compte les préconisations de l'organisme externe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Levée de consignation

#### N° 3 : Rétentions - IBC

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>
Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2016 sus-visé précise que : « <i>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, est associé à une capacité de rétention. [...] »</i>
<b>Constats :</b>
Lors de l'inspection du 20 février 2024, il avait été constaté que des cuves de produits liquides de type "IBC" (contenance 1000 L), dont certaines étiquetées avec des mentions de dangers, n'étaient pas positionnées sur des rétentions. L'exploitant avait indiqué en réponse avoir revu le stockage de produits de l'ensemble des zones de production et s'être équipé en bacs de rétention de différentes tailles en fonction des capacités de stockage de ces différentes zones réaménagées. Il est ainsi constaté que toutes les cuves présentes dans l'atelier de production ont désormais une rétention associée, correspondant à 100% de la capacité du plus grand réservoir et à 50% de la capacité des réservoirs associés. La prescription est désormais respectée en ce qui concerne les éléments ayant fait l'objet de la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Rétentions - stockages de capacité inférieure à 250 litres

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions - stockages de capacité inférieure à 250 litres
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800L.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection de l'atelier d'impression, il a été constaté la présence de divers bidons de contenance comprise entre 20 litres et 150 litres, parmi lesquels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les bidons de liquides inflammables étaient associés à un bac de rétention dont la capacité n'a pas pu être démontrée ;</li> <li>- les bidons contenant divers encres ou de l'ammoniaque n'avaient pas de rétentions associées.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le volume réellement contenu dans chacun des bidons de liquide inflammable, d'encre ou d'ammoniaque n'a pas été vérifié. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de justifier de la capacité du bac de rétention des liquides inflammables présents dans l'atelier dans un cas majorant.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter les rétentions en ce qui concerne les bidons d'encres liquides et d'ammoniaque.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Compatibilité milieu

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité milieu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 : « [...] 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 20 février 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas transmis de</p>

dossier relatif à la compatibilité de ses rejets aqueux avec le milieu récepteur (la Fecht). L'exploitant a ainsi été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 26 avril 2024 de respecter la prescription susvisée, indiquant que les rejets doivent être compatibles avec le milieu récepteur. Lors de l'inspection du 23 avril 2025, le contrôle s'est ainsi limité à la transmission du dossier d'analyse de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

L'exploitant a transmis le 19 mars 2025 un rapport d'analyse de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur (rapport daté du 31 janvier 2025).

En parallèle, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à l'augmentation des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration et en flux pour le paramètre DCO pour lesquelles il a actuellement une VLE en concentration à 125 mg/l et en flux à 150 kg/j. L'exploitant sollicite cet aménagement en se basant sur la possibilité de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (*Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants*). L'exploitant sollicite cet aménagement au titre du cas "*lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution*". Or, dans le cas présent, il n'existe pas de flux spécifique de pollution exprimé.

L'exploitant pourra néanmoins utiliser les cas n°3 et n°4 "*lorsque la station d'épuration de l'installation [...]*". Il doit alors justifier que la station d'épuration de l'installation atteint des rendements au moins égal à 85% ou 95%, selon le cas, pour le paramètre DCO.

L'Inspection analysera les compléments apportés à ce rapport et au porter à connaissance et statuera sur les valeurs limites d'émissions proposées ainsi que le programme de surveillance pour l'ensemble des paramètres du rapport d'analyse dans un rapport d'instruction associé au porter à connaissance.

En ce qui concerne l'arrêté de mise en demeure, il est considéré que la prescription est désormais respectée puisque le rapport d'analyse a été transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 6 : Valeurs limites**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 26/04/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2016 sus-visé: "*[...] Les concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) avant rejet dans le canal usinier du Hammer, sont les suivants :*

Paramètres	Concentration moyenne sur 24h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MEST	35	42
DBO <sub>5</sub>	30	36



DCO	125	150
Azote global	30	36
Phosphore total	10	12
Indice Phénol	0,3	0,36
Cuivre et composés	0,5	0,6
Zinc et composés	2	2,4
AOX	1	1,2
Hydrocarbures totaux	10	12

[...]"

#### Constats :

Lors de l'inspection du 20 février 2024, il avait été constaté qu'un contrôle inopiné en dates des 27 et 28 septembre 2023 avait relevé de nombreux dépassements des valeurs limites d'émissions en concentration (paramètres MEST, DBO<sub>5</sub>, DCO, Azote global, AOX) et en flux (DBO<sub>5</sub> et DCO).

L'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites d'émissions présentes à l'article 4.3.9.1 de son arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> mars 2016.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux sur la station de traitement afin d'améliorer la qualité de ses rejets.

Il est constaté que les relevés d'autosurveillance de mars 2025 font apparaître des dépassements sur le paramètre DCO, en concentration et en flux. L'exploitant a porté à la connaissance du préfet une demande d'aménagement relative au paramètre DCO, en lien avec la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur (cf. point de constat n°5).

Bien que la prescription relative à l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 26 avril 2024 ne soit pas respectée vis à vis du paramètre DCO, il n'est pas engagé de suites administratives à ce stade puisque le porter à connaissance cité au point de constat n°5 doit être préalablement instruit et pourrait rendre, le cas échéant, caduc les dépassements en DCO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/03/2016, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2330-1	A	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles ; la quantité de fibres et de tissus susceptible d'être traité étant supérieure à 1t/j <u>Bâtiment manutention</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>• production de triplure pour col de chemise: 60 000 m/j soit 14 t/j,</li><li>• teinture : 30 000 m/j soit 9t/j,</li><li>• impression: 11 000 m/j soit 3 t/j</li></ul>	Production maximale journalière : 26 t/j

Rubrique ICPE n°3620

3620. Prétraitement ou teinture de textiles

Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour	(A-3)
---	-------

**Constats :**

Le point de contrôle a porté sur la production journalière de l'établissement afin de statuer sur la nécessité ou non d'un examen/réexamen IED pour l'établissement en ce qui concerne la rubrique ICPE n° 3620 (Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles) dont le seuil est fixé à 10 tonnes/jour.

En effet, l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> mars 2016 a établi une production maximal à 26 tonnes/jour en lien avec la rubrique ICPE n° 2330 (Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles). Il n'est pas fait mention de la rubrique ICPE n° 3620 dans cet arrêté préfectoral.

L'exploitant a présenté le bilan mensuel de sa production pour les mois de l'année 2024 dont l'essentiel se compose de prétraitement ou de teinture de fibres/tissus au sens de la rubrique n° 3620. Il ressort qu'au mois le plus productif de l'année 2024, l'exploitant a en moyenne prétraité ou teint 7,3 tonnes de fibres/tissus par jour, sans dépasser quotidiennement 10 tonnes par jour.

Il est ainsi constaté que l'exploitant n'a pas dépassé les seuils IED pour l'année 2024.

Toutefois, il appartient à l'exploitant de s'assurer lors de ses prises de commandes qu'il ne dépasse pas une production de 10 tonnes par jour. Si tel devait être le cas, l'exploitant devra déposer au préalable une demande d'autorisation environnementale pour inclure la rubrique IED n° 3620 (avec évaluation environnementale), ce dépassement entraînant une modification substantielle de son installation. En parallèle, un réexamen IED sur la base du BREF textile (dont les conclusions sont parues le 20 décembre 2022) et de l'arrêté du 9 janvier 2025 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'industrie textile relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3620 [...] serait attendu.

**Type de suites proposées :** Sans suite